

PALESTINE 59-62

LETTRE AUX ADHERENTS

23 mars 2009

ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITÉ

NORD PAS-DE-CALAIS - Bulletin n°44 – Mars 2009

AFPS 59-62 MRES (Maison Régionale de l'Environnement et de la Solidarité- ex-MNE)

23, rue Gosselet - 59000 - LILLE Site : www.nord-palestine.org Bulletin : JPC@nord-palestine.org

Editorial - Boycott, Désinvestissement, Sanctions : pour un large rassemblement

En conclusion de la soirée témoignage du 13 février, à Lille, sur les crimes de guerre israéliens à Gaza, après les manifestations régionales massives, figurait un appel au Boycott, Désinvestissement, Sanctions vis à vis d'Israël. Il est largement diffusé par l'AFPS Nord-Pas de Calais. Le 23 février, elle indiquait que la campagne aurait nécessairement plusieurs dimensions : depuis le refus d'acheter des produits israéliens jusque la pétition pour la traduction des criminels de guerre israéliens devant le Tribunal Pénal International. Ceci en passant par l'action contre les ventes d'armes à Israël, ou l'arrêt de la construction du tramway de Jérusalem par Alstom et Véolia transports.

C'est qu'Israël est incapable de remettre en cause son fondement colonial. Les sanctions sont nécessaires afin que cet Etat se conforme au droit international. Ce boycott répond à l'appel de 172 organisations de la société civile palestinienne dès 2005. L'action est reprise par le forum social mondial à Belem : ce sont les peuples du monde qui sont appelés à intervenir. Avec la mise en échec, grâce à une initiative de l'AFPS 59/62, de la Communauté Palestinienne du Nord et de l'UJFP, de la présence d'une délégation de la ville d'Haïfa à l'inauguration d'Euratechnologies, un premier succès de cette campagne est obtenu. Elle doit se poursuivre, car les risques sont trop grands d'une contribution de ce pôle scientifico-industriel lillois à l'effort de guerre israélien, à travers des échanges dans le domaine des biotechnologies.

Ceci illustre ce qu'indique le projet de rapport d'orientation en vue du congrès national de l'AFPS. Le projet note, à propos de la « coopération (...) entre collectivités locales et municipalités et camps de réfugiés palestiniens », la nécessité pour l'AFPS d'« être extrêmement vigilante à l'égard des tentations, « dans un souci d'équilibre » des collectivités françaises d'imposer aux Palestiniens des coopérations tripartites (France, Palestine, Israël). Le souci d'équilibre entre le colonisateur et le colonisé menait ici, pour Lille, à un deux poids deux mesures, très inquiétant.

Cette campagne de boycott, désinvestissement sanctions est abordée avec la volonté de largement rassembler, et de faire en sorte qu'elle mobilise largement. Il est possible de vérifier, ne serait-ce qu'à travers les multiples sollicitations dont notre association et ses responsables sont l'objet, que la vive émotion populaire, après la phase aiguë est certes passée, mais que la mobilisation pour le soutien au peuple palestinien est forte. Contribuons donc, par notre **participation active à la manifestation unitaire du 28 mars à Lille, à renforcer cette mobilisation**. Elle est indispensable au moment où Israël continue sa guerre contre les Palestiniens. **Le massacre à Gaza doit cesser.**

Jean-François LAROSIERE, Président de l'AFPS Nord - Pas de Calais

L'assemblée Générale de notre association aura lieu
samedi **18 avril** à 14h15 **à la MRES 23 rue Gosselet à Lille**

Une invitation sera adressée prochainement par voie postale aux seuls adhérents à jour de leur cotisation, accompagnée d'un reçu fiscal pour la cotisation 2008 et d'un formulaire pour les mandats de vote.

Pour ceux qui n'auraient pas encore payé leur cotisation 2009, un **bulletin d'adhésion** figurait sur les 3 précédents bulletins, ainsi que sur le site : <http://www.nord-palestine.org/Cotisation2009.pdf>

A ce bulletin est joint le **rapport d'orientation du 2^{ème} congrès national de l'AFPS**

(à Paris Saint-Denis les 16 et 17 mai). Si vous avez des observations, merci de les transmettre rapidement à Jean-François Larosière (77 rue de Férin – 59500 DOUAI Tél : 06 63 34 32 63) : la réunion du CA de l'AFPS 59-62 aura lieu le 7 avril à Douai (chez Jean-François) et décidera de nos demandes d'amendement.

AGENDA voir <http://www.nord-palestine.org/agenda.htm>

- **Jeudi 26 mars à 19h** à Seclin (salle des fêtes) : réunion publique avec Rudolf Bkouche, Mohamed Salem, Francis Delebarre
- **Samedi 28 mars 15h30 à Lille** – EURALILLE "La guerre israélienne contre la Palestine continue" (voir ci-dessous)
- **Samedi 28 mars 19h30** au cinéma l'Univers : soirée de solidarité avec l'association Project Hope à Naplouse
« Vivre sous l'occupation : témoignages d'une terre occupée » en collaboration avec "Amitié Lille Naplouse"
- Vendredi 3 avril à Douai avec Nabil El Haggar
- Mardi 7 avril 19 h 15 chez Jean-François à Douai : Conseil AFPS 59/62 élargi (voir page 1):
préparation de l'AG du 18 avril (départ de la MRES à 18h30 pour covoiturage)
- **Samedi 18 avril 14 h 15 : AG de l'AFPS 59/62** et préparation du congrès national de l'AFPS (voir page 1)

La guerre israélienne contre la Palestine continue

L'offensive criminelle israélienne contre Gaza a fait 1434 morts, dont 960 civils, selon le Centre Palestinien Droits de l'Homme. Elle a été conduite contre le peuple palestinien avec une volonté de détruire l'ensemble des installations et infrastructures permettant la vie ou la survie de la population. Ecoles, mosquées, hôpitaux, ont été des cibles, de mêmes que les rares entreprises, qui subsistaient ou les oliveraies.

Selon le Centre Palestinien, il y donc eu « usage disproportionné de la force » et il faut donc une enquête internationale. La traduction des criminels de guerre israéliens devant le Tribunal Pénal International s'impose. Il est hors de question qu'ils échappent, une fois de plus à la justice. Rien ne justifie l'impunité dont bénéficie Israël avec la complicité des USA, de l'Europe et de la France de Sarkozy.

La guerre menée par Israël contre la résistance palestinienne se poursuit. En Cisjordanie les raids, comme les check points, traduisent l'occupation. A Jérusalem, implacablement, la colonisation se poursuit. Avec Netanyahu et Liberman au pouvoir, c'est à vitesse accélérée qu'elle se développe. A Gaza, la trêve unilatérale, est toute relative : Israël poursuit des raids meurtriers, et surtout maintient son blocus.

La persistance de ce blocus veut d'abord dire qu'après la destruction de Gaza, alors que sa population survit dans des conditions de rare précarité, elle est laissée à l'arbitraire de l'occupant en matière d'approvisionnement, comme de soins. Alors que la situation est dramatique, après la phase la plus chaude de l'agression, les équipes médicales de la solidarité internationale sont toujours bloquées à Rafah ou soumises à l'hyper tracasserie de l'occupant qui vaut blocus. Les autorités françaises doivent en finir avec leur complicité avec Israël. Elles ont le moyen, comme l'Europe et les USA, d'exiger de l'Egypte et d'Israël, la levée de ce blocus, afin que les Gazaouis aient le droit de vivre.

Dans le cadre de la « Journée de la Terre », le forum social mondial, relaye l'appel au « boycott, désinvestissement, sanctions » envers Israël fin mars. C'est dans ces conditions que nous appelons à une :

Manifestation à Lille samedi 28 mars rassemblement à EuraLille place Willy Brandt à 15 h 30

- **Levée immédiate du blocus de Gaza**
- **Sanctions contre Israël**
- **Application des droits nationaux du peuple Palestinien**

Signataires : Association France Palestine Solidarité 59/62, Communauté palestinienne du Nord, Union Juive Française pour la Paix, Association de Solidarité Tourcoing Rafah, Comité des Sans Papiers 59, Collectif Afrique, mémoire vive, Atelier Populaire d'Urbanisme Moulins, Comité de Solidarité basque, Coordination communiste, Union des Révolutionnaires Communistes de France, Pôle de Renaissance Communiste de France, Les Alternatifs, Mouvement des Jeunes Communistes de France, Union des Etudiants Communistes de France, Nouveau Parti Anticapitaliste, Europaléatine, Les Verts, Artisans du Monde Villeneuve d'Ascq

L'Europe est coupable, deuxième partie - 9 mars 2009

Dans la première partie de ce texte, nous avons rappelé que la classe politique européenne était informée et avons tenté de montrer sa complicité dans le massacre qui a détruit Gaza et enlevé la vie à des milliers de palestiniens. Dans cette deuxième partie, nous nous intéresserons à l'opinion publique européenne et ses responsabilités envers un peuple palestinien en souffrance, abandonné seul face à une machine coloniale qui se considère au-dessus du droit et de tout autre considération.

Les blocages de l'opinion publique européenne

Il est important autant pour les victimes palestiniennes que pour nos concitoyens de situer, à la veille des élections européennes, la place qu'occupe l'opinion publique dans cette systématisme politique complice avec Israël.

Pour évoquer l'injustice commise à l'égard des Palestiniens et chercher le soutien de l'opinion publique à leur juste cause, il faudrait d'abord répondre aux questions suivantes : Pourquoi cette opinion, des décennies durant, a-t-elle été inconditionnellement favorable aux thèses israéliennes ? Pourquoi, encore aujourd'hui, même quand l'évidence interpelle leur conscience et leur sens moral, un grand nombre d'Européens ont-ils tant de difficultés à critiquer Israël et refusent de le condamner ?

En effet, dans le regard que l'on porte sur le conflit, israélo-arabe d'abord, israélo-palestinien ensuite, la vérité a toujours été occultée par le mensonge. Quand elle n'était pas simplement niée, elle était systématiquement écartée.

Quatre raisons au moins ont permis que le mensonge direct ou indirect par le non-dit puisse triompher aussi longtemps :

Le clivage spontané et culturel

Il est évident que les démocraties occidentales, malgré leurs efforts, restent entachées d'un passé colonial peu glorieux. Encore aujourd'hui, l'eurocentrisme et une certaine culture néocoloniale peuvent influencer le regard que l'on porte sur l'autre, cet autre, lointain, inconnu ou mal connu, que l'on ignore ou que l'on méprise autant qu'on peut et que l'on déteste s'il le faut.

Bien entendu, il n'est pas question de faire croire que l'autre est plus respecté en Orient, et que le regard que l'on porte sur lui est plus ouvert. Bien au contraire, l'Orient arabo-musulman, lui non plus, ne se prive pas de porter un regard déformé sur l'Occident et sans doute aurait-il beaucoup à apprendre de l'expérience démocratique occidentale. Si on ne peut, en toute rigueur, parler d'oriental-centrisme, en revanche, on devrait regarder de très près le développement des différentes forces, très populaires dans le monde

arabo-musulman, engendrées par une instrumentalisation effrénée de l'Islam, et les conséquences qui en découlent. Une vision binaire du monde domine le discours de l'Islam politique radical qui puise notamment sa force dans la faiblesse du monde dont il est issu et dans la domination d'un Occident qui excelle dans l'exercice, au niveau des relations internationales, du principe de deux poids, deux mesures.

La Palestine est à la fois au centre de ce discours islamiste et une victime permanente de la politique de deux poids, deux mesures.

Il n'en reste pas moins que la cause palestinienne est bien victime d'un clivage, spontané et culturel, que l'inconscient collectif européen situe entre le Nous et le Eux. Un clivage entre le "ici" et le "là-bas". Le Palestinien fait partie d'Eux, de l'autre alors que l'Israélien est d'ici, il fait partie de Nous. Quand on lit chez un grand philosophe européen, Habermas, dans le journal *Le Monde* : « ... aucun Européen ne peut remettre en cause l'existence de l'État d'Israël ... », on comprend à quel point ce clivage est réel. Le plus remarquable dans ce propos est moins l'affirmation elle-même que l'absence du Palestinien dans le propos. Habermas arrive à faire abstraction totale des Palestiniens, alors que, bien évidemment, il est non seulement bien informé de leur existence, mais, sans doute, sensible à leur souffrance. Cela ne l'empêche pas, sur le plan éthique et intellectuel, de porter un regard sur Israël et sa politique, en tant qu'une affaire euro-israélienne ! La question se pose donc : comment un philosophe de cette envergure peut-il être aussi spontané et simpliste dans une analyse politique ?

La mauvaise conscience occidentale

L'Europe a enfanté l'anti-judaïsme puis l'a transformé en antisémitisme. Elle a enfanté le nazisme. Elle est responsable de siècles de discrimination envers sa population juive, considérée d'abord en peuple déicide, en peuple paria ensuite. Il y a un peu plus de soixante ans, elle a envoyé des millions de Juifs à la mort. Dans ce cas, avoir mauvaise conscience est plutôt rassurant. Néanmoins, c'est cette même mauvaise conscience qui sera

instrumentalisée par le sionisme et l'État d'Israël et qui, entre autres, permettra le durable aveuglement que l'on connaît. Israël est né en Europe, il est son prolongement, il en fait partie. Il aura fallu que des Européens programment et exécutent un génocide à l'encontre des Juifs européens, qu'un grand nombre de survivants deviennent, souvent malgré eux, des colons dans une Palestine soumise à une conquête coloniale, pour qu'enfin l'Europe considère ses Juifs comme des Européens à part entière. Il aura fallu que l'Europe transforme les survivants de ses Juifs en colons, malgré eux, sur une terre choisie, confisquée, prise et quasiment vidée de ses autochtones pour y construire un nouveau pays, pour considérer enfin les Juifs d'Israël, à plus de 4000 km de l'Europe, comme des Européens, et traiter l'Etat d'Israël nouvellement créé comme bastion avancé de l'Europe.

L'instrumentalisation de l'horreur antisémite aura été un des principaux piliers, à la fois, du discours pro israélien et de la confiscation du judaïsme par le sionisme. La facilité avec laquelle l'opinion se fige devant le mal que fait Israël aux Palestiniens pourrait laisser croire qu'il appartient aux Palestiniens de payer le prix des crimes antisémites commis en Europe. Les amis européens des Palestiniens se sentent obligés de prendre nombre de précautions avant de relater, ne serait ce que les effets historiques du conflit. Ils ont pour obligation, en guise d'introduction, à toute expression favorable aux Palestiniens et défavorable à Israël, de rassurer sur leur bonne foi et prouver leur innocence du crime d'antisémitisme. La facilité avec laquelle la mauvaise conscience européenne se montre efficace dans l'abandon du Palestinien dans ses souffrances oblige à répéter des évidences, rappelant que les Palestiniens ne sont pour rien dans les crimes antisémites et que les gendarmes qui ont procédé aux rafles des juifs dans le métro parisien, en 1942, pour les envoyer dans les camps de la mort, s'appelaient Jean, Pierre, François, Alain... Que les directeurs d'écoles qui ont livré, à la Gestapo, les listes d'enfants juifs inscrits dans leurs écoles, avant même qu'on le leur demande, étaient des Français !

En même temps, la Shoah est singularisée, l'horreur est hiérarchisée. Comme s'il incarnait la seule réponse capable de compenser la souffrance juive, considéré comme le dernier refuge du peuple juif, Israël est considéré comme une exception et par là même, la souffrance palestinienne devient secondaire. Un blanc-seing est ainsi donné à Israël, ce qui l'exonère de tout critique. Plus grave est cette perversion que l'on fait subir à la Raison, induite par la volonté de justifier le statut d'exception ainsi octroyé à Israël. Pour ce faire, on exige de mettre de côté notre Raison, la bannir et l'obliger à s'incliner devant l'exception. Tout en

oubliant qu'à chaque fois que l'on accepte une exception, on enterre le principe fondateur de cette même exception ! L'acceptation de l'exception israélienne a enterré le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. De plus, quand il s'agit de la question israélo-palestinienne, l'atteinte à la Raison qui est pourtant le socle de notre civilisation et le fondement de notre modernité, nous conduit à mettre entre parenthèses notre éthique politique, en acceptant son annulation devant « la puissance de l'exception israélienne » ! Céder aux exceptions exigées par ce politiquement correct conduit à notre acceptation de la catastrophique politique de Deux poids, Deux mesures.

Quand on cumule ainsi le clivage culturel et la mauvaise conscience, l'irrationnel prend le dessus et des grands penseurs se diminuent, ne serait ce que le temps d'écrire un texte sur le conflit israélo-palestinien.

Le clivage politique

Israël est politiquement un allié naturel de l'Occident. Économiquement, culturellement, scientifiquement, et surtout militairement, il est non seulement l'enfant prodige, mais aussi l'allié sur lequel on peut compter en toutes circonstances. Aussi honorables soient les sympathies que des hommes politiques puissent avoir à l'égard des Palestiniens, rares sont ceux qui sont capables d'opérer une rupture avec Israël. Leur propre connaissance de la question palestinienne frôle parfois l'ignorance et, victimes spontanées du clivage culturel et de la mauvaise conscience, menacés par le déferlement de l'inquisition sioniste, la classe politique européenne, dans sa majorité, n'a ni l'envie, ni les moyens de prendre des décisions qui mettent en cause Israël. La tergiversation du Parlement européen lors du renouvellement des accords scientifiques entre l'Europe et Israël montre l'exemple de ce blocage. L'abstention de certains pays européens, lors du vote de l'Assemblée Générale de l'O.N.U. concernant la question du Mur en est un autre. Pire encore, on pourrait se demander pourquoi le Ministre français des affaires étrangères a éprouvé le besoin d'envoyer au Tribunal international (T.P.I.), un mémorandum, faisant la démonstration que la question du Mur est politique et non juridique ! En d'autres termes, en quoi une éventuelle condamnation d'Israël par le TPI dérangeait-elle la France et l'Europe, alors qu'elles se sont déclarées contre le Mur ?

Prenons encore l'anecdote du sondage fait auprès de l'opinion publique européenne en décembre 2003. A la question : quel pays serait le plus dangereux pour la paix dans le monde ? Une majorité avait désigné Israël. Certes, ce n'est qu'un sondage avec toutes les

limites des conclusions que l'on pourrait en tirer, néanmoins, le Président de la Commission Européenne, Prodi, a éprouvé le besoin d'adresser une lettre de justification au Premier ministre israélien, l'assurant du non-antisémitisme des peuples européens et de l'amitié de l'Europe envers le peuple d'Israël ! Nous sommes, dans ce cas, face au comble de l'absurde, de l'hypocrisie et de l'amalgame.

Dans un autre genre, François Mitterrand, Président de la République française, fraîchement élu, a effectué sa première visite à l'étranger en Israël, ce qui a été en soi une expression de son amitié à Israël. Mais, plus symbolique et plus grave, s'adressant aux députés israéliens, à la Knesset, il exprime l'honneur qui est le sien de s'adresser aux représentants du peuple juif depuis plus de deux mille ans !

Plus récemment, suite à une affaire crapuleuse d'enlèvement et de meurtre d'un jeune juif français, Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur de la France, a tenu à l'Assemblée Nationale un propos pour le moins étonnant : « les perquisitions ont permis de découvrir des documents de soutien au Comité de Bienveillance et de Secours aux Palestiniens, ainsi que des prescriptions de caractère salafiste ». Nous ne discutons pas de la question qui avait animé, à juste titre, les médias et scandalisé la classe politique, concernant le caractère antisémite du meurtre. Ce qui pose question dans le propos du Ministre, citant la Palestine dans une affaire crapuleuse et de plus antisémite, est le fait que le ministre a éprouvé le besoin de rapporter la présence de ce tract. Un tel propos fait forcément croire que la présence d'un tel document, en rapport avec la Palestine, vient étayer la thèse antisémite et que « Palestine » et « salafiste » sont des mots qui vont ensemble.

C'est tout simplement scandaleux et totalement injuste. Le ministre de la République serait-il, du haut de la plus importante et la plus symbolique des tribunes, lui aussi victime de ses préjugés sur la question palestinienne? A-t-il, ne serait ce que le temps d'une intervention, perdu la raison pour laisser exprimer l'émotion? Ce qui n'est pas scandaleux en soi, un ministre est un homme qui peut parfois se laisser à l'émotion, auquel cas, nous aurions appris de quelle source, concernant la question palestinienne, se nourrit l'émotionnel de Monsieur Sarkozy. En revanche, sachant que l'antisémitisme fait partie de la culture politique des Salafistes, on comprend sans difficulté l'intérêt de la citation des prescriptions de caractère salafiste.

Avec les excuses de Prodi, comme avec le discours de Mitterrand, l'homme politique européen reconnaît, très officiellement et solennellement, dans l'État-nation Israël une continuité de la présence juive

antique en Palestine. Dans ce cas, s'agirait-il d'une confusion, d'une caricature politique, qui relèverait de la traditionnelle langue de bois des politiques ? Nous ne le pensons pas. Il s'agit bel et bien, d'une conviction que l'on se fabrique à partir d'un irrationnel contraire au fondement de la modernité européenne. Pour justifier l'injustifiable, on se convainc qu'Israël l'européen, est une continuité de la Judée et de la Samarie bibliques. Par cela même, cette conviction, autorisant Israël à transcender l'histoire, légitimant la conquête sioniste coloniale de la Palestine, en la transformant en reconquête humaine, justifierait l'injustice commise contre les Palestiniens et dans laquelle l'Europe a une responsabilité historique. L'exemple de Sarkozy est intéressant dans la mesure où il montre les préjugés dans le discours politique.

Quant à l'évocation, ci-dessus, de l'hypothétique aspect émotionnel, elle aura du moins l'intérêt d'intégrer à juste titre l'émotionnel, souvent mis de côté dans l'analyse des convictions qui font les décisions politiques. En effet, le champ émotionnel des politiques se nourrit, comme pour tout un chacun, d'un ensemble complexe d'éléments socio-culturels propre à l'histoire des individus. Tout laisse à croire que l'histoire de l'antisémitisme européen, rejointe par celle de l'eurocentrisme et du clivage culturel, a conduit à une ignorance, consciemment ou inconsciemment entretenue, qui forge un émotionnel naturellement anti-palestinien. De plus cet émotionnel conforte le politique européen qui a besoin d'arguments pour justifier, voire se justifier de son inconditionnel soutien politique actuel à l'État d'Israël, mais aussi pour se donner des explications éthiques et historiques qui justifieraient une conquête immorale éthiquement, inacceptable d'un point de vue politique et rationnellement injustifiable au temps de la décolonisation et de la repentance ! ...

L'ignorance et l'absence de réflexion

Dans la culture de l'Européen ordinaire, la Palestine n'est, à double titre, qu'une abstraction. Elle est un pays lointain qu'on ne connaît pas et qu'on ne cherche pas à connaître. Elle est biblique et l'on préfère ainsi la garder mythique, ce qui permet de ne pas supporter la réalité physique d'une Palestine peuplée d'Arabes et de Musulmans. D'ailleurs, on ne sait pas, ou on l'oublie, que la Palestine est aussi chrétienne et juive, que le premier Chrétien de la terre était palestinien !

L'histoire contemporaine de la Palestine est rarement connue. C'est la guerre d'indépendance de l'État d'Israël qui est enseignée à l'école. On n'arrête pas de répéter tantôt qu'il s'agit d'un conflit israélo-arabe, tantôt d'un conflit judéo-arabe héréditaire, tantôt d'une question de frontières, de guerres entre pays,

d'incompréhension entre peuples ou d'intérêts économiques.

Peu, trop peu nombreux sont les Européens qui connaissent les principales vérités soigneusement et longuement écartées dont celle relative à la manière dont la création d'Israël a eu lieu en 1948. Celle qui apprendrait aux jeunes et moins jeunes que la Palestine était un pays peuplé par ses habitants, les Palestiniens qui vivaient en société organisée du haut en bas, avec ses riches et ses pauvres, ses intellectuels et ses ouvriers, ses citadins et ses paysans. Que l'Hamlet de Shakespeare a été joué, en arabe et, entre autres, par une femme sur une scène de théâtre à Haïfa, en 1931, que l'Union Générale des Etudiants de Palestine, l'Union Générale des Ouvriers de Palestine, comme celle des Femmes de Palestine sont nées à la fin des années vingt, que le parti communiste palestinien est né avant le parti communiste chinois. Que simplement les Palestiniens n'ont jamais cessé de constituer une société et aspiraient à construire leur propre modernité, que les Palestiniens ont subi une injustice effroyable, une expulsion forcée, une humiliation, une expropriation et des massacres. On oublie qu'un véritable génocide social a été programmé afin de déstructurer et détruire la société palestinienne.

Pourquoi serait-il immoral de rappeler qu'en 1948, il s'est agi du rapt, du vol d'un pays tout entier, avec la complicité de l'Europe, des Etats-Unis et du monde civilisé ?

Très peu nombreux sont ceux qui connaissent l'horreur dont Israël est capable à l'égard des Palestiniens, que la société coloniale israélienne, comme toutes les sociétés humaines, est capable de faire mal à l'autre, d'autant plus que cet autre, le Palestinien, est considéré comme une menace, qu'Israël, même peuplé par les descendants des victimes de la Shoah et capable de produire de la démocratie, de la technologie et de la culture, mais aussi d'engendrer de la barbarie au quotidien et que ce quotidien est subi par les Palestiniens.

En guise de conclusion

Ça serait une erreur de croire que l'Europe est une complice forcée d'Israël. Qu'elle aurait capitulé comme l'ont écrit certains spécialistes français du Moyen-Orient. L'Europe politique n'a pas capitulé devant Israël, elle soutient Israël, et elle l'aime. Elle est une alliée fidèle et consciente d'Israël. D'ailleurs, il convient de faire remarquer que le rapprochement entre la vision européenne de « la paix dans le monde » et celle des Etats-Unis s'opère chaque jour. Une véritable alliance européen israélo américain se construit sous nos yeux, grandit, se transforme et s'harmonise pour le plus grand plaisir d'Israël et son

puissant lobby américain.

Comment et pourquoi ?

Le Président de la République vient d'annoncer, le 27 février, que la France réintégrerait le Haut Commandement militaire de l'Otan lors du prochain Sommet de l'Organisation à Strasbourg, le 4 avril prochain. Le Premier ministre François Fillon a annoncé qu'à l'occasion du débat le 17 mars prochain à l'Assemblée nationale sur le retour de la France dans la structure militaire intégrée de l'OTAN, il entendait engager la responsabilité de son gouvernement. L'abandon de la position française initiée par le Général De Gaulle en 1966 et le virage atlantiste de la France seront ainsi complets !

Par ailleurs, des liens très forts ont toujours animé les relations entre l'Otan et Israël depuis la création de ce dernier. À ses débuts, cette relation se voulait discrète. Depuis la fin de la guerre froide, Israël occupe une place de choix entre les Etats-Unis et les anciens pays de l'Est, d'une part, et, d'autre part, entre les Etats-unis et l'Europe. Aujourd'hui, Israël est un membre associé à l'Otan et à ce titre, il occupe une place stratégique pour le maintien de « la paix dans le monde ». Une paix dont l'accomplissement passe par la guerre sans merci contre le terrorisme. À sa création, Israël était chargé d'être le bastion contre la barbarie. Aujourd'hui, il s'agit de confier à Israël la tête du combat contre « une nouvelle barbarie » : le « terrorisme au Moyen-Orient.

Ce combat exige un soutien sans faille des alliés : les Etats-Unis et l'Europe.

L'envoi de la frégate française "Germinal" qui a procédé pendant deux semaines à des actions de surveillance dans les eaux internationales au large de la Bande de Gaza en est l'illustration.

Nous avons tous suivi, pendant le massacre de Gaza, la mobilisation des chefs d'Etats européens auprès de l'Egyptien Mobarak, le président Sarkozy, le Britannique Brown, l'Espagnol Zapatero, l'Allemande Merkel. Ces chefs d'Etats engageaient certes leurs pays et une grande partie de l'Europe. Mais l'essentiel de cet événement prend son sens dans l'inauguration de leur présence au Moyen orient en tant que membres actifs de l'Otan.

L'Europe politique a été conquise à la vision israélo-américaine, une vision d'un monde binaire : le monde du bien et celui du mal.

Ce qui veut dire que désormais, ce n'est plus l'Europe qui s'exprimera lorsqu'il s'agira du conflit israélo-palestinien mais la partie européenne de l'Otan. L'Europe est coupable !

Décidément, il est plus qu'urgent que les peuples de l'Europe se mêlent de politique !